

201/2017 - 21 décembre 2017

Stocks d'investissements directs étrangers à la fin 2016

La position extérieure nette d'investissements de l'UE en légère hausse à plus de 1 300 mrds d'euros

Les États-Unis de loin principal partenaire des IDE

Les stocks nets d'investissements directs étrangers (IDE) détenus dans le reste du monde par les investisseurs résidant dans l'**Union européenne** (UE) s'élevaient à 7 600 milliards d'euros à la fin de l'année 2016, en hausse de 4,6% par rapport à fin 2015. Dans le même temps, les stocks d'investissement détenus par le reste du monde dans l'**UE** ont augmenté à un rythme quasi identique pour atteindre 6 270 milliards d'euros à fin 2016 (+4,5%). En d'autres termes, l'**UE** a légèrement consolidé sa position extérieure nette d'investissements à 1 330 milliards d'euros vis-à-vis du reste du monde.

Les entités à vocation spéciale (EVS) résidentes de l'UE ont renforcé leur rôle majeur dans les IDE, comptant pour 54,5% des stocks totaux d'IDE de l'UE à l'étranger et pour 63,9% des stocks d'IDE du reste du monde dans l'UE.

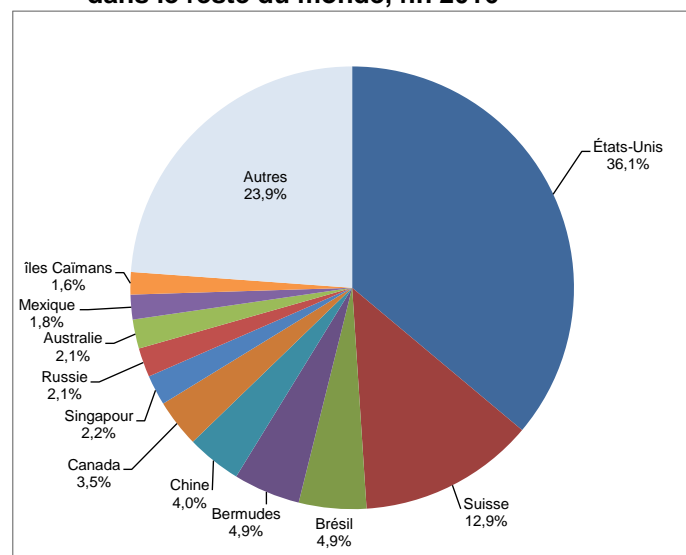
Ces données, sujettes à révision, sont publiées par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**. Les informations relatives aux stocks d'IDE permettent de quantifier l'impact de la mondialisation et de mesurer des liens économiques durables entre les pays (selon le critère de contrepartie immédiate). Elles fournissent une indication de l'importance relative de la présence économique d'un pays à l'étranger, ou celle de partenaires étrangers dans l'entité déclarante, mesurée en termes de capitaux d'IDE.

Les marchés de l'UE et des USA restent fortement interconnectés

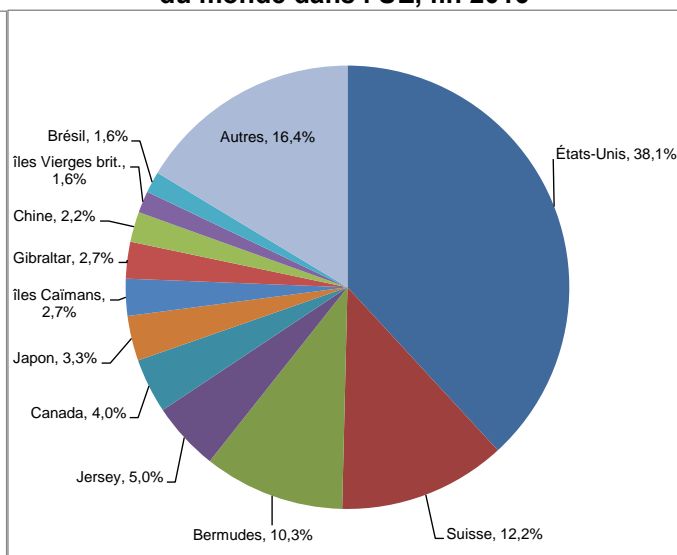
Fin 2016, les **États-Unis** concentraient 36,1% des stocks totaux détenus par l'UE dans le reste du monde (2 744 milliards d'euros), loin devant la **Suisse** (977 mrds, soit 12,9%), le **Brésil** (373 mrds, soit 4,9%), les **Bermudes** (370 mrds, soit 4,9%), la **Chine** (304 mrds, soit 4,0%) et le **Canada** (265 mrds, soit 3,5%).

Dans le sens inverse, les investisseurs directs des **États-Unis** ont quelque peu diminué (-2,5%) leur présence dans l'UE avec un montant de stocks d'IDE de 2 391 milliards d'euros à la fin de l'année 2016 (soit 38,1% des stocks totaux d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE). Suivaient ceux de **Suisse** (767 mrds, soit 12,2%), des centres financiers offshore des **Bermudes** (644 mrds, soit 10,3%) et de **Jersey** (314 mrds, soit 5,0%), du **Canada** (250 mrds, soit 4,0%) et du **Japon** (206 mrds, soit 3,3%).

Part des stocks d'IDE détenus par l'UE dans le reste du monde, fin 2016



Part des stocks d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE, fin 2016



Stocks d'investissements directs étrangers par partenaire, fin 2016

	Stocks détenus par l'UE dans le reste du monde				Stocks détenus par le reste du monde dans l'UE			
	Total		dont détenus par des EVS résidentes		Total		dont détenus par des EVS résidentes	
	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total
Total extra UE	7 599	100,0%	4 143	54,5%	6 268	100,0%	4 007	63,9%
Europe (hors UE), dont	1 537	20,2%	951	61,9%	1 491	23,8%	774	51,9%
Suisse	977	12,9%	697	71,4%	767	12,2%	327	42,7%
Norvège	94	1,2%	24	25,4%	75	1,2%	28	37,0%
Guernesey	17	0,2%	:	:	35	0,6%	:	:
Gibraltar	77	1,0%	:	:	168	2,7%	:	:
Jersey	73	1,0%	:	:	314	5,0%	:	:
Russie	162	2,1%	83	51,4%	85	1,4%	39	45,9%
Turquie	72	1,0%	20	28,3%	9	0,2%	3	30,3%
Afrique, dont	291	3,8%	111	38,1%	21	0,3%	0	<1%
Égypte	43	0,6%	14	33,4%	0	0,0%	0	27,9%
<i>Pays du Maghreb</i>	35	0,5%	:	:	3	0,0%	:	:
Angola	35	0,5%	:	:	0	0,0%	:	:
Nigéria	40	0,5%	17	44,1%	1	0,0%	0	19,1%
Afrique du Sud	71	0,9%	28	39,4%	13	0,2%	3	19,6%
Amérique, dont	4 456	58,6%	2 624	58,9%	3 894	62,1%	2 717	69,8%
Canada	265	3,5%	177	67,0%	250	4,0%	216	86,5%
États-Unis	2744	36,1%	1 561	56,9%	2 391	38,1%	1 505	62,9%
Barbades	55	0,7%	:	:	6	0,1%	:	:
Bermudes	370	4,9%	:	:	644	10,3%	:	:
Bahamas	59	0,8%	:	:	72	1,1%	:	:
Curaçao	77	1,0%	:	:	86	1,4%	:	:
Îles Caïmans	124	1,6%	:	:	169	2,7%	:	:
Mexique	137	1,8%	75	54,5%	42	0,7%	24	56,1%
îles Vierges britanniques	47	0,6%	:	:	99	1,6%	:	:
Argentine	40	0,5%	10	23,8%	1	0,0%	0	16,3%
Brésil	373	4,9%	166	44,3%	97	1,6%	89	91,4%
Chili	47	0,6%	11	23,6%	1	0,0%	0	27,1%
Asie, dont	1 014	13,4%	311	30,7%	629	10,0%	341	54,3%
Israël	25	0,3%	:	:	62	1,0%	:	:
<i>Pays arabes du Golfe</i>	103	1,4%	:	:	71	1,1%	:	:
Chine (incl. Hong-Kong)	304	4,0%	52	17,0%	136	2,2%	70	51,5%
Japon	83	1,1%	20	23,8%	206	3,3%	70	33,9%
Inde	73	1,0%	13	17,7%	5	0,1%	2	44,9%
Singapour	168	2,2%	85	50,5%	88	1,4%	80	91,3%
Corée du Sud	50	0,7%	17	32,9%	19	0,3%	1	5,1%
Indonésie	34	0,4%	19	55,1%	0	0,0%	:	:
Kazakhstan	64	0,8%	:	:	2	0,0%	:	:
Océanie, dont	187	2,5%	68	36,6%	28	0,4%	15	54,7%
<i>Australie</i>	161	2,1%	51	31,8%	19	0,3%	9	45,5%
Centres financiers offshore	1 276	16,8%	845	66,2%	1 838	29,3%	1 382	75,2%

La somme des continents n'est pas toujours égale au total extra-UE en raison des opérations d'arrondi ainsi que des stocks non attribués.

: Donnée non disponible

Les données sources sont consultables [ici](#).

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Sloveenie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Les **pays du Maghreb** comprennent l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Les **pays arabes du Golfe** comprennent Bahreïn, l'Iraq, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Yémen.

Les **centres financiers offshore** (CFO) sont un agrégat qui comprend 40 pays. À titre d'exemple, l'agrégat contient des centres financiers européens, comme le Liechtenstein, Guernesey, Jersey, l'île de Man, Andorre et Gibraltar, des CFO d'Amérique centrale comme le Panama et des îles des Caraïbes telles que les Bermudes, les Bahamas, les Îles Caïmans et les Îles Vierges, ainsi que des CFO asiatiques, comme Bahreïn, Hong-Kong, Singapour et les Philippines. Par conséquent, les pays inclus dans l'agrégat des CFO sont également inclus dans l'agrégat correspondant à leur continent.

Méthodes et définitions

La principale référence méthodologique utilisée pour la production des statistiques relatives aux stocks d'investissements directs étrangers est la sixième édition du manuel de la balance des paiements (MBP6) du Fonds monétaire international (FMI).

Les **stocks d'investissements directs étrangers (IDE)** indiquent la valeur de l'investissement à la fin de la période. Les **IDE** constituent la catégorie des investissements internationaux qu'un investisseur d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. Formellement, cet intérêt est considéré comme acquis dès lors que l'investisseur direct possède 10% ou plus des voix au conseil d'administration (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour toute autre entreprise).

Les **entités à vocation spéciale (EVS)** sont essentiellement des sociétés financières sous contrôle étranger réalisant principalement des transactions financières transfrontalières et ayant une activité locale négligeable, voire pas d'activité locale, dans l'État membre de résidence. Les données concernant les IDE détenus à l'étranger par les EVS résidentes et les IDE détenus par le reste du monde dans les EVS résidentes sont disponibles uniquement pour certains pays partenaires, pour l'agrégat des centres financiers offshore et pour l'agrégat du total extra-UE.

Révisions et calendrier

Les chiffres présentés dans ce communiqué de presse correspondent aux données annuelles les plus récentes sur les IDE transmises par les États membres de l'UE. Les données pour l'agrégat de l'UE tiennent compte des données confidentielles et d'estimations faites pour les données manquantes de certains États membres. Cela garantit le respect des normes internationales et l'exhaustivité des agrégats de l'UE. Les données annuelles présentées dans le présent communiqué de presse seront mises à jour dans un an lorsque des données révisées auront été transmises par les États membres.

Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée aux statistiques des investissements directs étrangers

Base de données d'Eurostat sur la balance des paiements et les investissements directs de l'UE

Article Statistics Explained d'Eurostat sur la méthodologie des statistiques relatives aux IDE

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Vincent BOURGEOIS
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu


Production des données:

Jean-François YATTIEN-AMIGUET
Tél: +352-4301-33 977
jean-francois.yattien-amiguette@ec.europa.eu

 ec.europa.eu/eurostat

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu